

Arrêt

n° 321 124 du 4 février 2025
dans l'affaire X / III

En cause : 1. X
 2. X

agissant en nom propre et en qualité de représentants légaux de :
X

Ayant élu domicile : **au cabinet de Maître P. BURNET**
 Rue de Moscou, 2
 1060 BRUXELLES

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, et désormais par la
Ministre de l'Asile et de la Migration

LA PRESIDENTE F.F. DE LA III^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 10 janvier 2024, en leur nom personnel et au nom de leur enfant mineur, par X et X, qui déclarent être de nationalité marocaine, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour et des ordres de quitter le territoire, pris le 3 octobre 2023.

Vu le titre I^{er} *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »).

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 13 novembre 2024 convoquant les parties à l'audience du 29 novembre 2024.

Entendue, en son rapport, B. VERDICKT, juge au contentieux des étrangers.

Entendus, en leurs observations, Me B. LENS *loco* Me P. BURNET, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me N. AVCI *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La première partie requérante déclare être arrivée en Belgique au cours de l'année 2006.

1.2. Le 11 décembre 2009, la première partie requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9*bis* de la loi du 15 décembre 1980. Le 11 octobre 2011, la partie défenderesse a accepté cette demande et a autorisé la première partie requérante au séjour jusqu'au 3 novembre 2012. Ce titre de séjour a été prorogé jusqu'au 3 février 2015.

1.3. La seconde partie requérante déclare être arrivée en Belgique au cours de l'année 2018.

1.4. Le 26 juillet 2022, les parties requérantes ont introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980.

Le 3 octobre 2023, la partie défenderesse a déclaré cette demande irrecevable et a pris un ordre de quitter le territoire (annexe 13) à l'encontre de chacune des parties requérantes. Ces décisions, qui leur ont été notifiées le 3 octobre 2023, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

- En ce qui concerne la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour (ci-après : le premier acte attaqué) :

« MOTIFS : Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle.

Notons à titre informatif que Monsieur déclare être arrivé en Belgique en 2006. Le 11.12.2009, il introduit une demande de régularisation qui aboutit positivement : il se voit délivrer un permis de travail le 04.10.2011 et est mis en possession d'une Carte A le 28.03.2012. Ceux-ci sont renouvelés à plusieurs reprises. Le 04.02.2015, la Région bruxelloise refuse le renouvellement du permis de travail. En conséquence, Monsieur a perdu son droit au séjour. Le 17.08.2018, Monsieur épouse Madame [H.C.]. Le couple donne naissance à [A.] le 07.11.2019.

Les requérants invoquent à titre de circonstances exceptionnelles la durée de leur séjour (depuis 2006 pour Monsieur et 2018 pour Madame) et leur intégration, illustrée par le fait que : Monsieur utilise le réseau de transports en commun bruxellois (mobib) ; Monsieur a suivi des cours de langues au centre CVO L. ; Monsieur fréquente l'Asbl [P.F.] dans le cadre de la formation des jeunes depuis 2013 en tant que bénévole ; Monsieur joue au football et au futsal ; la famille présente de nombreux témoignages de soutien. La famille a un ancrage local durable : au cours de leur séjour sur le territoire, les demandeurs n'ont pas ménagé leurs efforts pour s'intégrer au mieux. Ils ont su nouer un cadre global et amical de qualité. Ils ont établi en Belgique le centre de leurs intérêts culturels et professionnels. Depuis leur arrivée, ils n'ont eu de cesse de chercher à s'intégrer professionnellement avec l'objectif de subvenir à l'ensemble des besoins de la famille.

Durant son séjour légal, Monsieur a travaillé pour la société [F.] SPRL, de 2012 à 2014 (fiches de paie jointes à la demande). Monsieur produit une promesse d'embauche du 29.03.2022 en tant que chauffeur-livreur pour la société [S.T.]. Madame, infirmière de formation, produit une promesse d'embauche du 03.05.2022 comme caissière émanant de la société [P.S.]. Madame a un diplôme et de l'expérience (cv joint à la demande) dans un métier en pénurie. La famille s'engage à ne pas dépendre des services sociaux. Un retour romprait les efforts d'intégration. Les requérants produisent les documents suivants afin d'attester de leur ancrage et de leur présence en Belgique : permis de conduire belge de Monsieur délivré en 2012, carte Mobib de Monsieur, carte d'étudiant de Monsieur au centre CVO L. (2012-2013), une composition de ménage délivrée par la commune de Forest (2014), une lettre adressée à Monsieur provenant du service clientèle de Sibelga (2014), une attestation de soins donnés par le Dr [E.K.] (2015), une proposition de déclaration simplifiée pour l'exercice d'imposition 2017 envoyée à Monsieur par l'Administration générale de la fiscalité (2017), une lettre adressée à Monsieur provenant du service clientèle d'Engie (2021), une attestation rédigée par Monsieur A. responsable de [P.F.] (2022), des photographies de Monsieur au sein de ses équipes de football, des témoignages de soutien.

Rappelons que les circonstances exceptionnelles visées par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 sont destinées non à fournir les raisons d'accorder l'autorisation de séjourner plus de trois mois dans le Royaume, mais bien à justifier celles pour lesquelles la demande est formulée en Belgique et non à l'étranger, sans quoi on n'expliquerait pas pourquoi elles ne devraient pas être invoquées lorsque la demande est faite auprès des autorités diplomatiques compétentes pour le lieu de résidence ou de séjour à l'étranger. Il en résulte que la longueur du séjour et l'intégration ne constituent pas des circonstances exceptionnelles (Conseil d'Etat - Arrêt n° 100.223 du 24/10/2001). Les intéressés doivent démontrer à tout le moins qu'il leur est particulièrement difficile de retourner demander l'autorisation de séjour dans leur pays d'origine ou de résidence à l'étranger (Conseil d'Etat - Arrêt n° 112.863 du 26/11/2002).

De plus, la longueur du séjour et l'intégration n'empêchent pas la réalisation d'un ou plusieurs départs temporaires à l'étranger pour obtenir l'autorisation de séjour. En effet, le Conseil du Contentieux des Etrangers considère que « quant à l'intégration du requérant dans le Royaume, (...) il s'agit d'un élément tendant à prouver tout au plus la volonté de la partie requérante de séjourner sur le territoire belge, mais non une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans son pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour (CCE Arrêt 161213 du 02/02/2016, CCE arrêt n°159783 du 13/01/2016, CCE arrêt 158892 du 15/12/2015).

Le fait que Monsieur ait vécu en Belgique durant une certaine période en séjour légal n'invalide en rien ce constat (CCE arrêt 91.903 du 22.11.2012).

Concernant les éléments d'intégration, à savoir le fait d'avoir un ancrage local durable, d'avoir travaillé durant son séjour légal, d'avoir suivi des cours de langues, d'avoir fait du bénévolat dans une ASBL, d'être membre

de clubs sportifs, de présenter de nombreux témoignages de soutien et des photographies, d'utiliser le réseau STIB, d'avoir été soigné en Belgique, d'avoir souscrit des contrats auprès de fournisseurs d'énergie, de payer ses impôts en Belgique ; notons que ces éléments ne sont pas révélateurs d'une impossibilité de retourner, au moins temporairement, au pays d'origine pour introduire une nouvelle demande d'autorisation de séjour pour l'examen de laquelle ces éléments seront évoqués (Conseil d'Etat - Arrêt n° 109.765 du 13.08.2002).

Quant à la volonté de travailler, les requérants ne disposent pas de l'autorisation de travail requise et ne peuvent dès lors pas exercer la moindre activité lucrative sur le territoire, quand bien même Madame dispose de compétence qui peuvent intéresser les employeurs belges. En effet, l'exercice d'une activité professionnelle à venir, n'est pas un élément révélateur d'une impossibilité ou une difficulté quelconque de rentrer dans le pays d'origine afin d'y accomplir les formalités requises en vue de l'obtention d'une autorisation de séjour, et ne peut dès lors constituer une circonstance exceptionnelle. Les promesses d'embauche produites ne permettent donc pas d'établir l'existence d'une circonstance exceptionnelle. Il en va de même du travail bénévole réalisé par Monsieur (voir C.E., arrêt n°114.155 du 27 décembre 2002).

Les requérants forment ensemble une famille nucléaire ; ils vivent ensemble à [...] (unité familiale effective). Une décision qui ne s'appliquerait pas de manière identique à tous les membres de la famille en ordonnant à certains un retour au pays d'origine, ne fut-ce que temporairement, en vue d'y lever une autorisation de séjour, aurait pour conséquence de violer de façon disproportionnée leur droit à une vie privée et familiale (art. 8 CEDH). Les requérants invoquent la présence de proches. Contraindre les demandeurs à retourner dans leur pays d'origine pour y lever une autorisation de séjour reviendrait à couper les liens amicaux et familiaux qu'ils ont créés avec ce cadre et avec lequel un lien sérieux de dépendance existe (art. 8 CEDH). Il n'est pas contesté que les requérants forment une famille nucléaire. Ils n'indiquent pas pour quelle raison ils ne pourraient pas retourner tous ensemble au Maroc afin d'éviter tout risque de rupture de l'unité familiale. Concernant le fait que les requérants auraient des proches en Belgique, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. En effet, les requérants, qui sont majeurs, n'expliquent pas en quoi le fait d'avoir des proches établis en Belgique rendrait particulièrement difficile ou impossible un déplacement temporaire dans leur pays d'origine pour y lever l'autorisation de séjour requise (Arrêt du 30.07.2003 n° 121932).

Quant au lien sérieux de dépendance des requérants avec leurs proches établis en Belgique, celui-ci n'est pas démontré. Rappelons que c'est aux étrangers eux-mêmes qui revendiquent l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter eux-mêmes la preuve, puisqu'ils sollicitent une dérogation, et non à l'administration à se substituer à cet égard à la partie requérante en recherchant d'éventuels arguments en leur faveur (CCE, arrêt n°258649 du 26 juillet 2021).

En tout état de cause, la séparation avec le milieu belge n'est que temporaire. Les proches des requérants peuvent également leur rendre visite. Les requérants peuvent également utiliser les moyens de communication actuels pour garder le lien qui les unit à leurs proches le temps de leur séjour au pays d'origine. L'existence de proches et de liens amicaux en Belgique ne dispense pas les requérants de l'obligation d'introduire leur demande de séjour au Maroc et ne saurait empêcher les requérants d'y retourner temporairement pour le faire. Cette obligation, en son principe même, ne constitue pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie privée et familiale ; elle n'emporte pas une rupture des relations mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable.

Rappelons que le Conseil d'Etat et le Conseil du Contentieux des Etrangers ont déjà jugé que « le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la CEDH peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la CEDH. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la CEDH ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9bis, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait » (C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006 ; dans le même sens : C.C.E., arrêt n° 12.168 du 30 mai 2008).

La Cour d'arbitrage a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'« En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander

l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la [CEDH]. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » (considérant B.13.3).

Les requérants invoquent le fait qu'[A.] est née en Belgique et n'a jamais vécu ailleurs. Elle effectue sa scolarité en Belgique au sein de l'école [...] depuis le 09.05.2022 (classe d'accueil ; attestation de la directrice de l'école).

La naissance d'un enfant sur le sol belge n'empêche pas, en soi, de se conformer à la législation belge en matière d'accès au territoire et donc de lever les autorisations requises auprès des autorités diplomatiques compétentes (Arrêt du 11.10.2002 n°111444).

La scolarité d'[A.] en Belgique ne fait pas obstacle à un retour temporaire au pays d'origine. En effet, [A.] n'est pas encore en âge d'obligation scolaire ; celle étant fixée à 5 ans accomplis. Notons également que les parents d'[A.] ont inscrit leur fille à l'école en sachant qu'ils se trouvaient en séjour irrégulier et sachant donc que la scolarité risquait d'être interrompue par une mesure d'éloignement en application de la Loi. Les intéressés ne font valoir aucun élément probant de nature à démontrer qu'[A.] ne pourrait poursuivre une scolarité au pays d'origine ou nécessiterait un enseignement ou des structures spécialisées qui n'existeraient pas au pays d'origine. La circonstance exceptionnelle n'est donc pas établie.

Les requérants déclarent avoir perdu tous leurs repères et leurs attaches au pays d'origine. En cas de retour, ils se trouveraient dans une grande difficulté : ils devraient trouver un logement, y scolariser leur fille et financer leur vie quotidienne dans l'attente d'une décision. En outre, la fille des requérants n'a jamais vécu au Maroc, un tel changement de cadre serait de nature à perturber grandement son équilibre.

C'est aux intéressés de démontrer l'absence d'attaches au pays d'origine. En effet, rien ne permet à l'Office des étrangers de constater qu'ils ne possèdent plus d'attaches dans leur pays d'origine. Ils ne démontrent pas qu'ils ne puissent se faire aider/héberger par des membres de leur famille ou par des amis ou que, étant majeurs, ils ne pourraient raisonnablement se prendre en charge temporairement. Rappelons pourtant qu'il incombe aux requérants d'étayer leur argumentation (C.E. du 13 juil.2001 n° 97.866). Cet élément ne constitue dès lors pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant particulièrement difficile tout retour au pays d'origine de façon à y accomplir les formalités requises à leur séjour en Belgique. Le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle que, même s'il peut être difficile de prouver un fait négatif, c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée. L'administration n'est quant à elle pas tenue d'engager avec l'étranger un débat sur la preuve des circonstances dont celui-ci entend déduire son impossibilité ou la difficulté particulière de retourner dans son pays d'origine (CCE, arrêt n°249051 du 15 février 2021).

Quant au fait qu'[A.] n'ait aucun lien avec son pays d'origine, c'est l'effet d'un risque que les requérants ont pris en fondant une famille en Belgique, alors qu'ils savaient ne pas y être admis au séjour. Ils sont dès lors à l'origine du préjudice qu'ils invoquent.

Les requérants font valoir n'avoir jamais rencontré de problème d'ordre public.

Cet élément ne constitue raisonnablement pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant particulièrement difficile un retour temporaire vers le pays d'origine, étant donné que ce genre de comportement est attendu de tout un chacun. Soulignons toutefois que le fait de résider illégalement en Belgique constitue une infraction à la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Les requérants se réfèrent aux instructions de 2009.

Ces instructions ont été annulées par le Conseil d'Etat, par un arrêt n°198.769 du 9 décembre 2009. L'annulation d'un acte administratif (par le Conseil d'Etat) fait disparaître cet acte de l'ordonnancement juridique, avec effet rétroactif ; cette annulation vaut erga omnes. Par conséquent, les critères de ces instructions ne sont plus d'application.

Les requérants se réfèrent également à l'art. 6.4 de la Directive 2008/155/CE.

Il convient tout d'abord de rappeler que la procédure visée à l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 ne constitue pas une transposition de l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE, dès lors que cette procédure est issue de l'ancien article 9, alinéa 3 de la même loi, lequel est antérieur à la directive suscitée. Il doit par conséquent être interprété de façon autonome et en référence au seul droit interne.

L'article 6.4 de la directive 2008/115/CE offre une simple faculté aux Etats membres d'accorder un séjour pour des raisons « charitables, humanitaires ou autres » aux ressortissants d'Etats tiers en séjour irrégulier sur leur territoire. Il ne peut en effet nullement être déduit des termes de l'article ainsi invoqué par la partie

requérante une obligation à charge des Etats membres d'examiner lesdits éléments en vue d'accorder un titre de séjour sur cette base.

Dès lors, l'article 6.4 de la directive 2008/115 n'a pas pour objet de prévoir la possibilité pour un Etat membre d'octroyer un titre de séjour pour motifs humanitaires, charitables ou autres, mais de prévoir les conséquences d'une telle décision sur la prise d'une « décision de retour » au sens de ladite directive. Le Conseil d'Etat a considéré à cet égard, dans son arrêt n° 239.999 du 28 novembre 2017 qu'« Il est manifeste que l'article 6.4 de la directive 2008/115/CE n'a pas pour objet d'imposer aux États membres de prévoir dans leur droit interne la possibilité d'accorder un droit de séjour pour des motifs charitables, humanitaires ou autres. Cette disposition ne prescrit pas d'obligation aux États membres mais leur offre seulement à la faculté de déroger à l'obligation que leur impose l'article 6.1 de la directive précitée » et a précisé que l'exception visée à l'article 6.4 précité a pour objet de permettre « [...] aux États membres de ne pas prendre de décision de retour ainsi que de suspendre ou d'annuler une telle décision déjà adoptée lorsqu'ils décident d'octroyer un droit de séjour pour des motifs charitables, humanitaires ou autres à un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier sur le territoire ».

Après un examen à la fois circonstancié et global, il appert que les éléments invoqués dans la présente demande 9bis ne constituent pas une circonstance exceptionnelle. La demande est donc irrecevable ».

- En ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire (annexe 13) visant la première partie requérante et l'enfant mineur (ci-après : le deuxième acte attaqué) :

« MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants:

o En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :

Monsieur disposait d'une Carte A jusqu'au 03.02.2015. Ce document a expiré. Monsieur n'est donc plus autorisé au séjour. Il n'est pas en possession d'un visa.

Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le Ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné (article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980). La situation a été évaluée lors de la prise de cet ordre de quitter le territoire. Cette évaluation est basée sur tous les éléments actuellement dans le dossier :

L'intérêt supérieur de l'enfant : L'intérêt supérieur d'[A.] réside avant tout dans l'unité de la famille qui n'est pas compromise par la présente décision. La scolarité d'[A.] en Belgique ne fait pas obstacle à un retour temporaire au pays d'origine. En effet, [A.] n'est pas encore en âge d'obligation scolaire ; celle étant fixée à 5 ans accomplis. Notons également que les parents d'[A.] ont inscrit leur fille à l'école en sachant qu'ils se trouvaient en séjour irrégulier et sachant donc que la scolarité risquait d'être interrompue par une mesure d'éloignement en application de la Loi. Les intéressés ne font valoir aucun élément probant de nature à démontrer qu'[A.] ne pourrait poursuivre une scolarité au pays d'origine ou nécessiterait un enseignement ou des structures spécialisées qui n'existeraient pas au pays d'origine.

La vie familiale : Si les requérants invoquent l'art. 8 de la CEDH et l'art. 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE en raison de la présence de nombreux amis et connaissances, rien n'indique dans leur demande 9bis qu'ils auraient de la famille en Belgique. Toutefois l'enquête de résidence indique que la famille vivrait avec un « neveu ». Notons cependant que rien ne permet de constater le lien de parenté. En tout état de cause, l'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale. Cette obligation n'emporte pas une rupture des relations familiales, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Civ Bruxelles (Réf) du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés). Par ailleurs, les requérants ne démontrent pas qu'ils ne pourraient entretenir leurs liens familiaux via les moyens de communication modernes le temps d'une séparation temporaire.

L'état de santé : Le requérant n'invoque pas de problèmes de santé que ce soit dans son chef ou dans celui de sa fille mineure. Il ne démontre pas qu'il existerait des contre-indications médicales à voyager.

Il fournit à l'appui de sa demande une pièce médicale ; cette dernière est produite afin de démontrer sa présence sur le territoire belge.

Par conséquent, il n'y a pas d'éléments qui posent problème pour prendre un ordre de quitter le territoire ».

- En ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire (annexe 13) visant la seconde partie requérante (ci-après : le troisième acte attaqué) :

« MOTIF DE LA DECISION :

L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article suivant de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants:
o En vertu de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :

Madame est entrée sur le territoire munie d'un passeport non revêtu de visa ; défaut de visa.

Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le Ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné (article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980). La situation a été évaluée lors de la prise de cet ordre de quitter le territoire.

Cette évaluation est basée sur tous les éléments actuellement dans le dossier :

L'intérêt supérieur de l'enfant : L'intérêt supérieur d'[A.] réside avant tout dans l'unité de la famille qui n'est pas compromise par la présente décision. La scolarité d'[A.] en Belgique ne fait pas obstacle à un retour temporaire au pays d'origine. En effet, [A.] n'est pas encore en âge d'obligation scolaire ; celle étant fixée à 5 ans accomplis. Notons également que les parents d'[A.] ont inscrit leur fille à l'école en sachant qu'ils se trouvaient en séjour irrégulier et sachant donc que la scolarité risquait d'être interrompue par une mesure d'éloignement en application de la Loi. Les intéressés ne font valoir aucun élément probant de nature à démontrer qu'[A.] ne pourrait poursuivre une scolarité au pays d'origine ou nécessiterait un enseignement ou des structures spécialisées qui n'existeraient pas au pays d'origine.

La vie familiale : Si les requérants invoquent l'art. 8 de la CEDH et l'art. 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'UE en raison de la présence de nombreux amis et connaissances, rien n'indique dans leur demande 9bis qu'ils auraient de la famille en Belgique. Toutefois l'enquête de résidence indique que la famille vivrait avec un « neveu ». Notons cependant que rien ne permet de constater le lien de parenté. En tout état de cause, l'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale. Cette obligation n'emporte pas une rupture des relations familiales, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Civ Bruxelles (Réf) du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés). Par ailleurs, les requérants ne démontrent pas qu'ils ne pourraient entretenir leurs liens familiaux via les moyens de communication modernes le temps d'une séparation temporaire.

L'état de santé : L'intéressée n'invoque pas de problèmes de santé. Elle ne démontre pas qu'il existerait des contre-indications médicales à voyager.

Par conséquent, il n'y a pas d'éléments qui posent problème pour prendre un ordre de quitter le territoire ».

2. Exposé des moyens d'annulation

2.1.1. Les parties requérantes prennent un premier moyen, visant le premier acte attaqué, de la violation des articles 9bis et 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 7 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (ci-après : la Charte), de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH), du « devoir de minutie et de prudence ainsi que du principe de légitime confiance en tant que composantes du principe de bonne administration », et du « principe selon lequel l'autorité administrative est tenue de statuer en prenant en considération l'ensemble des éléments pertinents de la cause », ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation.

2.1.2.1. Après avoir exposé des considérations théoriques à propos des dispositions et principes visés au moyen, les parties requérantes estiment, dans une première branche, que la motivation concernant la naissance de leur fille en Belgique et sa scolarité est stéréotypée, inadéquate, et relève d'un manque de minutie.

Rappelant ensuite la motivation du premier acte attaqué à ce propos, elles estiment que l'arrêt auquel se réfère la partie défenderesse, à savoir l'arrêt n° 111444 du 11 octobre 2022 n'est pas identifiable en l'espèce et ne saurait constituer une motivation adéquate. Elles ajoutent qu'« Aucune recherche, par exemple sur le site du Conseil du Contentieux des Etrangers ou sur celui du Conseil d'état, ne permet de prendre connaissance du contenu d'une décision n° 111444 ».

2.1.2.2. Elles poursuivent en soutenant que « la position défendue par la partie adverse, selon laquelle la scolarité [de leur fille mineure], ne pourrait être qualifiée de circonstance exceptionnelle car elle résulterait de la volonté même des requérants de se maintenir sur le territoire belge en dépit de l'absence d'un titre de

séjour régulier, relève d'une erreur manifeste d'appréciation » et se réfèrent à trois arrêts du Conseil du contentieux des étrangers (ci-après : le Conseil) qu'elles estiment s'appliquer en l'espèce.

Elles estiment à ce propos qu'en s'abstenant de répondre aux circonstances liées à l'intérêt supérieur de l'enfant induites par le changement de système scolaire de leur fille mineure, la partie défenderesse a violé son obligation de motivation formelle.

Se référant ensuite à un arrêt du Conseil qu'elles estiment s'appliquer en l'espèce, elles soutiennent que la partie défenderesse était tenue d'analyser le risque d'atteinte à la vie privée des enfants lorsque le pays d'origine ne fournit pas d'équivalent scolaire offrant les mêmes garanties qu'en Belgique. Elles ajoutent à ce propos qu'elles avaient pris le soin d'invoquer le risque d'atteinte à la vie privée de leur fille dans leur demande visée au point 1.4. du présent arrêt.

Elles concluent en soutenant qu'« En s'abstenant d'examiner l'atteinte à la vie privée [de leur fille mineure] et de répondre à la question de savoir si cet élément n'était pas de nature à rendre impossible ou particulièrement difficile un retour dans leur pays d'origine pour introduire une demande d'autorisation de séjour, la partie adverse n'a pas pris en considération tous les éléments de la cause, a manqué à son obligation de motivation formelle et a commis une erreur manifeste d'appréciation ».

2.1.3. Dans une deuxième branche, les parties requérantes estiment que la partie défenderesse ne conteste ni leur long séjour en Belgique ni leur bonne intégration et reproduisent une partie de la motivation du premier acte attaqué à ce propos.

Reproduisant ensuite un extrait d'un arrêt du Conseil qu'elles estiment s'appliquer en l'espèce, elles reprochent à la partie défenderesse de ne pas expliquer pourquoi les éléments avancés dans la demande susvisée n'empêchent pas un retour temporaire au pays d'origine pour y lever les autorisations nécessaires.

Elles ajoutent que « la motivation adoptée ne peut être considérée comme suffisante, dès lors qu'elle ne permet nullement de comprendre la raison pour laquelle, dans le cas d'espèce, la partie adverse estime que ni la longueur du séjour ni l'intégration des requérants ne sont de nature à leur permettre d'introduire leur demande d'autorisation de séjour depuis le territoire belge » et que cette motivation constitue une position de principe, faite sans aucune appréciation d'éléments particuliers de leur situation.

Rappelant ensuite avoir invoqué dans leur demande visée au point 1.4. l'application de l'arrêt *Hamidovic c. Italie* de la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après : la Cour EDH) du 4 décembre 2012, elles estiment avoir démontré la nécessité pour la partie défenderesse d'apprécier la durée de vie passée en séjour légal par la première partie requérante au regard de la notion de circonstance exceptionnelle.

Reproduisant ensuite la motivation du premier acte attaqué à cet égard, elles reprochent à la partie défenderesse de violer la jurisprudence de la CEDH « en imposant aux requérants de quitter le territoire pour l'accomplissement d'une formalité sans avoir réalisé un examen de proportionnalité tenant spécifiquement compte de la longueur du séjour des requérants et de leur degré d'intégration ».

2.1.4. Dans une troisième branche, après avoir reproduit la motivation du premier acte attaqué quant à l'absence d'attaches avec le pays d'origine, les parties requérantes font grief à la partie défenderesse d'avoir estimé qu'elles n'ont avancé dans leur demande susvisée aucun élément démontrant l'affirmation selon laquelle ils n'ont plus d'attaches dans leur pays d'origine.

Affirmant avoir quitté le Maroc, respectivement en 2006 et 2018, être établis en Belgique depuis de nombreuses années, y avoir donné naissance à leur fille, l'y avoir scolarisée, y avoir développé une vie sociale dont elles ne bénéficient plus au Maroc, disposer de promesses d'embauches et y exercer des activités sociales, elles reproduisent un extrait de leur demande susvisée. Elles ajoutent que leur demande était « suffisamment précise et étayée et justifiait qu'une réponse adéquate et personnalisée soit donnée. Sans autre précision et sans répondre spécifiquement aux éléments développés par les requérants, la réponse donnée par l'acte attaqué est stéréotypée sur ce point et en conséquence manifestement lacunaire et inadéquate ».

Soutenant ensuite que la motivation du premier acte attaqué pourrait tout aussi bien être appliquée à n'importe quel demandeur en régularisation, elles estiment que la durée du séjour de 16 ans de la première partie requérante lui permet de soutenir avec crédibilité ne plus avoir d'attaches avec son pays d'origine « et ne connaître personne susceptible de le loger, lui et sa famille durant la période nécessaire à la demande et l'obtention d'une ASP auprès du poste diplomatique compétent ».

2.1.5. Dans une quatrième branche, quant à la motivation selon laquelle « Quant au fait qu'[A.] n'ait aucun lien avec son pays d'origine, c'est l'effet d'un risque que les requérants ont pris en fondant une famille en

Belgique, alors qu'ils savaient ne pas y être admis au séjour. Ils sont dès lors à l'origine du préjudice qu'ils invoquent », elles reprochent à la partie défenderesse de faire état « d'éléments de motivation inadéquats pour évacuer les éléments soulevés par les requérants à l'appui de leur demande d'autorisation de séjour, puisqu'elle tente de disqualifier les circonstances exceptionnelles développées par les requérants en indiquant que ceux-ci devaient savoir qu'ils risquaient de faire l'objet d'une mesure temporaire d'éloignement et qu'ils se retrouvent en conséquence à l'origine du préjudice qu'ils invoquent ».

Elles ajoutent que « par une telle motivation, la partie adverse ne prend pas en considération un élément essentiel à une motivation adéquate : l'exécution de démarches préalables sur le territoire d'origine auprès des autorités belges ne constitue pas une condition de l'article 9 bis de la loi du 15.12.1980 » et soutiennent que ce faisant, la partie défenderesse ajoute une condition inexistante à la loi « dont elle fait une condition nécessaire pour permettre aux requérants d'invoquer les circonstances justifiant selon eux que leur demande soit introduite depuis le territoire belge ».

2.1.6. Dans une cinquième branche, les parties requérantes font grief à la partie défenderesse d'avoir fait preuve d'une motivation stéréotypée et de ne pas avoir procédé à une balance des intérêts dans le cadre de l'évaluation de l'article 8, paragraphe 2 de la CEDH.

Soutenant qu'elles avaient précisé dans leur demande visée au point 1.4. du présent arrêt que leur ancrage en Belgique rendait tout retour vers le pays d'origine inconcevable, elles reproduisent la motivation du premier acte attaqué à cet égard et soutiennent qu'il n'existe aucune garantie future quant à un retour effectif sur le territoire belge. Elles ajoutent que « La partie adverse ne s'étant pas prononcée sur le fond de la demande d'autorisation de séjour des requérants, elle ne peut considérer valablement que l'éloignement temporaire n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise » et que « pareil motif reviendrait à considérer que l'analyse de la situation familiale des requérants au sens de l'article 8 de la CEDH ne s'impose que sous l'angle d'un départ temporaire, ce que rien ne permet d'affirmer in specie, la partie adverse ne s'étant pas prononcé sur les possibilités effectives de délivrance d'une ASP aux requérants ».

Affirmant ensuite que « la séparation ne peut être considérée comme temporaire mais doit être appréciée dans un cadre définitif pour se prononcer valablement sur le préjudice et la manière dont est affecté le droit à la vie privée et familiale des requérants », elles reprochent à la partie défenderesse de n'effectuer aucune balance des intérêts et de ne pas s'expliquer quant aux risques de « ne plus jamais revoir les personnes qui sont devenues leurs amis proches au cours de leurs longues années passées sur le territoire ».

Elles poursuivent en faisant valoir que la partie défenderesse ne fait pas mention de la présence en Belgique de leur neveu chez qui ils sont logés dans le premier acte attaqué, mais bien dans les deuxième et troisième actes attaqués.

Reproduisant ensuite un extrait de l'arrêt *Soering c. Royaume-Uni* de la Cour EDH du 7 juillet 1989 et d'un arrêt du Conseil qu'elles estiment s'appliquer en l'espèce, elles affirment qu'« Il est nécessaire, pour que la motivation de la décision litigieuse puisse être considérée comme adéquate, que la partie adverse énonce de manière circonstanciée comment elle a établi la balance des intérêts, compte tenu du besoin social impérieux qu'il lui revient d'établir, entre le droit au respect de la vie privée et les objectifs légitimes du paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, ce dont la partie adverse s'abstient *in casu* ».

Ajoutant que « Dès lors, il procède de la motivation une erreur manifeste d'appréciation de la situation des requérants et une ingérence illégitime dans leur droit fondamental, d'autant que l'éloignement ne sera vraisemblablement pas temporaire », elles soutiennent qu'il appartenait à la partie défenderesse de « montrer qu'elle a eu le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte au droit du requérant au respect de sa vie privée, ce qu'elle n'a manifestement pas fait *in casu* ».

Reproduisant ensuite un extrait de la motivation du premier acte attaqué, les parties requérantes estiment qu'« il n'incombait pas à la partie adverse d'analyser la légalité de l'exigence fixée par la loi du 15.12.1980 d'imposer à l'étranger de retourner dans son pays d'origine pour y demander, auprès du poste diplomatique compétent, une autorisation pour être admis sur le territoire belge mais bien d'offrir une analyse concrète de la situation des requérants en mettant en balance leur intérêt d'appliquer les exigences de la loi du 15.12.1980 vis-à-vis des ingérences que cela engendrerait dans le droit au respect de la vie privée des requérants ». Elles reprochent ensuite à la partie défenderesse de s'abstenir d'expliquer en quoi l'intérêt de l'Etat impose aux étrangers dont le séjour est devenu illégal de retourner dans leur pays d'origine pour y demander une autorisation de séjour justifie les atteintes à leur vie privée.

Reproduisant ensuite un autre extrait de la motivation du premier acte attaqué, elles soutiennent que le simple fait que leurs relations se sont tissées au fil des années passées sur le territoire belge en situation

irrégulière ne remet pas en cause l'intensité de ces liens et ne dispense pas la partie défenderesse d'analyser concrètement si les atteintes à leur vie privée sont proportionnées.

Elles concluent en reproduisant un extrait d'un arrêt du Conseil qu'elles estiment s'appliquer en l'espèce.

2.2.1. Les parties requérantes prennent un second moyen, visant les deuxième et troisième actes attaqués, de la violation des articles 7, 62 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après : la CEDH), du « devoir de minutie », du « principe de bonne administration », du « principe de proportionnalité » et du « principe selon lequel l'autorité administrative ne peut commettre d'erreur manifeste d'appréciation ».

2.2.2. Après avoir exposé des considérations théoriques à propos des dispositions et principes visés au moyen et rappelé la motivation des deuxième et troisième actes attaqués, les parties requérantes font valoir qu'aucun examen de proportionnalité entre les actes attaqués et le but poursuivi n'a été réalisé par la partie défenderesse « alors même que la référence à la vie privée et familiale a été faite explicitement dans la demande d'autorisation de séjour ». Elles reprochent également à la partie défenderesse de ne pas avoir fait référence au premier acte attaqué.

Elles ajoutent que « Cette absence d'examen viole également l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme et de sauvegarde des libertés fondamentales et l'article 74/13 de la loi du 15.12.1980 en ce que le droit à la vie privée et familiale des requérants et de leur enfant n'est pas envisagé à l'aune de leur éloignement » et que « La motivation de la partie adverse concernant la situation familiale des requérants et la scolarité des enfants est manifestement insuffisante à cet égard ».

Elles concluent en affirmant qu'« En s'abstenant de répondre aux circonstances exceptionnelles relatives à la scolarité de l'enfant vis-à-vis de son intérêt supérieur, la partie adverse a violé son obligation de motivation formelle.

En outre, en l'absence de tout examen de proportionnalité et de tout examen sérieux et concret tenant compte des spécificités du dossier, la motivation est manifestement marquée par un manque de minutie et engendre une décision stéréotypée et insuffisante.

En effet, l'absence d'examen sérieux des atteintes portées à l'intérêt supérieur des enfants et à la vie familiale des requérants viole l'obligation de réaliser un examen sérieux, tel que cela est requis par les articles 62 et 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, et 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 et par l'article 8 de la CEDH ».

3. Discussion

3.1.1. Sur le premier moyen, visant le premier acte attaqué, le Conseil rappelle qu'aux termes des articles 9 et 9bis de la loi du 15 décembre 1980, la demande d'autorisation de séjour doit être introduite auprès d'un poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays d'origine ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, sauf si des circonstances exceptionnelles font obstacle à cette procédure.

Ces circonstances exceptionnelles, qui ne sont pas définies légalement, ne sont pas des circonstances de force majeure. Partant, il appartient à l'autorité d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, le caractère exceptionnel des circonstances alléguées par l'étranger, étant entendu que l'examen de la demande sous deux aspects, celui de la recevabilité et celui du fond, n'exclut nullement qu'un même fait soit à la fois une circonstance exceptionnelle permettant l'introduction de la demande en Belgique et un motif justifiant l'octroi de l'autorisation de séjour.

Si le Ministre ou son délégué, dans l'examen des circonstances exceptionnelles, dispose d'un très large pouvoir d'appréciation auquel le Conseil ne peut se substituer, il n'en est pas moins tenu de motiver sa décision et de la justifier en tenant compte de tous les éléments propres au cas qui lui est soumis. Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Le Conseil souligne également être compétent pour exercer un contrôle de la légalité de la décision administrative attaquée et il ne lui appartient nullement de se prononcer sur l'opportunité de décisions qui relèvent du pouvoir discrétionnaire du Ministre compétent. Par ailleurs, le contrôle de légalité que le Conseil exerce doit se limiter à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la

motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (dans le même sens : CE, 6 juillet 2005, n°147.344).

3.1.2. En l'espèce le Conseil observe que la motivation du premier acte attaqué révèle que la partie défenderesse a, de façon détaillée, répondu aux principaux éléments soulevés dans la demande d'autorisation de séjour des parties requérantes, à savoir la durée de leur séjour - en partie légal pour Monsieur -, leur intégration, leur volonté de travailler, leur vie privée et familiale telle que protégée par l'article 8 de la CEDH, la naissance et la scolarité de leur fille en Belgique, l'absence de repères et d'attaches au pays d'origine, le fait qu'elles n'aient pas rencontré de problèmes d'ordre public, les instructions de 2009 et l'application de l'article 6.4 de la Directive 2008/115/CE du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (ci-après : la directive 2008/115) en expliquant pourquoi elle estimait que ceux-ci ne constituaient pas des circonstances exceptionnelles au sens indiqué *supra*.

Cette motivation n'est pas utilement contestée par les parties requérantes qui s'attèlent principalement à prendre le contre-pied de la motivation développée par la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis.

3.1.3.1. En effet, quant à l'argument des parties requérantes selon lequel la motivation concernant la naissance de leur fille en Belgique et sa scolarité est stéréotypée, inadéquate, et relève d'un manque de minutie, le Conseil observe que la partie défenderesse a valablement motivé le premier acte attaqué en estimant que « *La naissance d'un enfant sur le sol belge n'empêche pas, en soi, de se conformer à la législation belge en matière d'accès au territoire et donc de lever les autorisations requises auprès des autorités diplomatiques compétentes (Arrêt du 11.10.2002 n°111444)* » et que « *La scolarité d'[A.] en Belgique ne fait pas obstacle à un retour temporaire au pays d'origine. En effet, [A.] n'est pas encore en âge d'obligation scolaire ; celle étant fixée à 5 ans accomplis. Notons également que les parents d'[A.] ont inscrit leur fille à l'école en sachant qu'ils se trouvaient en séjour irrégulier et sachant donc que la scolarité risquait d'être interrompue par une mesure d'éloignement en application de la Loi. Les intéressés ne font valoir aucun élément probant de nature à démontrer qu'[A.] ne pourrait poursuivre une scolarité au pays d'origine ou nécessiterait un enseignement ou des structures spécialisées qui n'existeraient pas au pays d'origine. La circonstance exceptionnelle n'est donc pas établie* ».

La circonstance selon laquelle l'arrêt du Conseil d'Etat n° 111.444 du 11 octobre 2002 (et non 2022 comme indiqué dans la requête) ne serait pas identifiable en l'espèce n'est pas de nature à invalider la motivation susvisée à défaut de contester sérieusement le constat posé par la partie défenderesse selon lequel « *La naissance d'un enfant sur le sol belge n'empêche pas, en soi, de se conformer à la législation belge en matière d'accès au territoire et donc de lever les autorisations requises auprès des autorités diplomatiques compétentes* ».

3.1.3.2. Les parties requérantes ne peuvent davantage être rejointes lorsqu'elles affirment que la partie défenderesse n'a pas répondu aux circonstances liées à l'intérêt supérieur de leur enfant induites par le changement de système scolaire. En effet, dans leur demande visée au point 1.4. du présent arrêt, les parties requérantes se sont contentées d'affirmer, à propos de la scolarité de leur fille, que « *Bien qu'elle ne soit qu'au commencement de son parcours scolaire, il est manifeste que le fait qu'elle soit inscrite dans un établissement scolaire bruxellois prouve l'existence de liens solides avec le sol belge qui ne peuvent être disloqués sans porter atteinte au droit des demandeurs à mener une vie privée et familiale sanctionné par l'article 7 de la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne et l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme* ».

Ce faisant, elles n'invoquent aucun élément justifiant une quelconque difficulté de changement de système éducatif ou de perte d'une année scolaire, comme indiqué par la partie défenderesse dans le premier acte attaqué. A cet égard, c'est sans pertinence que les parties requérantes sollicitent l'application des enseignements développés dans les arrêts du Conseil auxquels elles renvoient et dont elles ne démontrent pas la comparabilité, notamment au regard du fait qu'il n'est pas contesté que l'enfant mineure des parties requérantes ne se trouve pas encore en âge d'obligation scolaire, que l'intérêt supérieur d'une très jeune enfant réside dans le fait de ne pas être séparée de ses parents, que l'absence d'attaches de ses parents au Maroc n'a pas été établie, que « *la séparation [de la famille] avec le milieu belge n'est que temporaire* » et que la partie défenderesse ne s'est aucunement contentée, au vu de ce qui précède, de motiver à cet égard sur le seul fait que les parties requérantes sont « *à l'origine du préjudice* » allégué.

En tout état de cause, la motivation du premier acte attaqué selon laquelle la fille des parties requérantes « *n'est pas encore en âge d'obligation scolaire ; celle étant fixée à 5 ans accomplis* » n'est aucunement contestée par ces dernières.

3.1.3.3. Par ailleurs, l'affirmation des parties requérantes selon laquelle elles avaient invoqué, dans la demande susvisée, la vie privée de leur fille mineure sur le territoire belge de manière spécifique ne se vérifie pas dans la demande, la vie privée étant systématiquement invoquée de manière groupée pour l'ensemble de la famille et a été valablement prise en compte, comme indiqué *infra*.

3.1.4.1. Quant à la longueur du séjour et l'intégration des parties requérantes, le Conseil observe que la partie défenderesse a expliqué concrètement en quoi chacun des éléments d'intégration invoqués par les parties requérantes et leur long séjour en Belgique ne constituait pas des circonstances exceptionnelles, motivation qui n'est pas utilement contestée par les parties requérantes.

En effet, le Conseil constate que les parties requérantes restent en défaut d'expliquer quel élément particulier de leur situation n'aurait pas été pris en considération en l'espèce ni en quoi ladite motivation ne leur a pas permis d'appréhender les raisons qui la sous-tendent, se bornant à des affirmations péremptoires qui ne sauraient suffire à cet égard. Elles ne peuvent donc être suivies quand elles prétendent que la motivation du premier acte attaqué ne peut être considérée comme suffisante, « dès lors qu'elle ne permet nullement de comprendre la raison pour laquelle, dans le cas d'espèce, la partie [défenderesse] estime que ni la longueur de leur séjour ni leur intégration ne sont de nature à leur permettre d'introduire leur demande d'autorisation de séjour depuis le territoire belge ». En effet, requérir davantage, reviendrait à obliger la partie défenderesse à fournir les motifs des motifs de sa décision, ce qui excède ses obligations de motivation (voir notamment : C.E., 9 décembre 1997, n°70.132 ; C.E., 15 juin 2000, n° 87.974).

3.1.4.2. Quant à l'invocation de l'arrêt *Hamidovic c. Italie* de la Cour EDH du 4 décembre 2012, le Conseil constate que les parties requérantes ne démontrent pas en quoi ledit arrêt est transposable à leur situation personnelle. Une simple similitude ne saurait permettre de conclure que la situation des parties requérantes est semblable à celle de la personne ayant fait l'objet de l'arrêt invoqué. À cet égard, le Conseil rappelle qu'il incombe au demandeur, qui entend déduire une erreur manifeste d'appréciation ou une insuffisance de la motivation de situations qu'il prétend comparables, d'établir la comparabilité de ces situations avec la sienne. Dès lors, pour démontrer le vice de la motivation formelle, il ne suffit pas d'alléguer que des personnes dans une situation identique ont été traitées différemment, encore faut-il démontrer la comparabilité de la situation individuelle à la situation générale, *quod non in specie*.

3.1.5. S'agissant de l'absence d'attaches avec le pays d'origine, force est de constater que la partie défenderesse peut être rejointe lorsqu'elle considère, dans le premier acte attaqué, que « *C'est aux intéressés de démontrer l'absence d'attaches au pays d'origine. En effet, rien ne permet à l'Office des étrangers de constater qu'ils ne possèdent plus d'attaches dans leur pays d'origine. Ils ne démontrent pas qu'ils ne puissent se faire aider/héberger par des membres de leur famille ou par des amis ou que, étant majeurs, ils ne pourraient raisonnablement se prendre en charge temporairement. Rappelons pourtant qu'il incombe aux requérants d'étayer leur argumentation (C.E. du 13 juil.2001 n° 97.866). Cet élément ne constitue dès lors pas une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant particulièrement difficile tout retour au pays d'origine de façon à y accomplir les formalités requises à leur séjour en Belgique. Le Conseil du Contentieux des Etrangers rappelle que, même s'il peut être difficile de prouver un fait négatif, c'est à l'étranger lui-même qui revendique l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter la preuve, puisqu'il sollicite une dérogation, ce qui implique que la demande d'autorisation de séjour doit être suffisamment précise et étayée. L'administration n'est quant à elle pas tenue d'engager avec l'étranger un débat sur la preuve des circonstances dont celui-ci entend déduire son impossibilité ou la difficulté particulière de retourner dans son pays d'origine (CCE, arrêt n°249051 du 15 février 2021).*

Quant au fait qu'[A.] n'ait aucun lien avec son pays d'origine, c'est l'effet d'un risque que les requérants ont pris en fondant une famille en Belgique, alors qu'ils savaient ne pas y être admis au séjour. Ils sont dès lors à l'origine du préjudice qu'ils invoquent ».

En effet, l'affirmation selon laquelle les parties requérantes ont quitté le Maroc respectivement en 2006 et 2018, sont établies en Belgique depuis de nombreuses années, y ont donné naissance à leur fille, l'y ont scolarisée, y ont développé une vie sociale dont elles ne bénéficient plus au Maroc, disposent de promesses d'embauches et y exercent des activités sociales ne tend pas à démontrer qu'elles n'ont plus d'attaches au pays d'origine. La motivation n'est donc pas utilement contestée par les parties requérantes et elles ne peuvent pas être suivies lorsqu'elles soutiennent que cette motivation est stéréotypée.

Il en va de même de l'affirmation des parties requérantes selon laquelle la durée du séjour de 16 ans de la première partie requérante lui permet de soutenir avec crédibilité ne plus avoir d'attaches avec son pays d'origine « et ne connaître personne susceptible de le loger, lui et sa famille durant la période nécessaire à la demande et l'obtention d'une ASP auprès du poste diplomatique compétent ». En outre, ce dernier élément est invoqué pour la première fois en termes de requête. Le Conseil rappelle à cet égard que « la légalité d'un acte administratif s'apprécie en fonction des éléments dont l'autorité a connaissance au moment où elle

statue [...] » (C.E., arrêt n°93.593 du 27 février 2001 ; dans le même sens également : C.E., arrêt n°87.676 du 26 août 1998, C.E., arrêt n°78.664 du 11 février 1999, C.E., arrêt n°82.272 du 16 septembre 1999). Il ne saurait dès lors être reproché à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte de cet élément dans la motivation du premier acte attaqué.

3.1.6. En outre, sur le motif du premier acte attaqué selon lequel « *Quant au fait qu'[A.] n'ait aucun lien avec son pays d'origine, c'est l'effet d'un risque que les requérants ont pris en fondant une famille en Belgique, alors qu'ils savaient ne pas y être admis au séjour. Ils sont dès lors à l'origine du préjudice qu'ils invoquent* », le Conseil ne peut suivre les parties requérantes lorsqu'elles affirment qu'en adoptant une telle motivation, la partie défenderesse ajoute une condition à la loi.

En effet, le grief est dénué de tout intérêt dans la mesure où, d'une part, rien n'empêche la partie défenderesse de faire le constat que les parties requérantes se sont mises elles-mêmes dans cette situation de séjour illégal, en sorte qu'elles sont à l'origine du préjudice qu'elles invoquent en cas d'éloignement du territoire ; et, d'autre part, dans la mesure où ce constat n'a aucun impact sur l'examen réalisé par la partie défenderesse, cette dernière ayant procédé à un examen adéquat et suffisant des éléments invoqués par les parties requérantes dans leur demande d'autorisation de séjour. En effet, le Conseil constate qu'en l'occurrence la partie défenderesse ne s'est pas limitée au constat de la situation administrative illégale des parties requérantes – situation que celles-ci ne contestent, au demeurant, aucunement – mais a examiné et mis en perspective les arguments invoqués par les parties requérantes et a expliqué concrètement en quoi ces éléments ne constituaient pas des circonstances exceptionnelles empêchant leur retour au pays d'origine pour y soulever les autorisations requises. La partie défenderesse a ainsi suivi une jurisprudence établie de longue date par le Conseil d'Etat et la juridiction de céans, ce qui ne saurait lui être reproché. Il ne saurait donc être considéré, contrairement à ce qui est soutenu en termes de requête, que le premier acte attaqué n'est pas suffisamment et adéquatement motivé à cet égard ou que la partie défenderesse s'est limitée à constater l'illégalité du séjour pour rejeter les éléments précités.

3.1.7.1. Sur la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, le Conseil observe que la partie défenderesse a, dans le premier acte attaqué, rappelé que « *le Conseil d'Etat et le Conseil du Contentieux des Etrangers ont déjà jugé que « le droit au respect à la vie privée et familiale consacré par l'article 8, alinéa 1er, de la CEDH peut être expressément circonscrit par les Etats contractants dans les limites fixées par l'alinéa 2 du même article. La loi du 15 décembre 1980 est une loi de police qui correspond aux prévisions de cet alinéa. Il s'ensuit que l'application de cette loi n'emporte pas en soi une violation de l'article 8 de la CEDH. Cette disposition autorise donc notamment les Etats qui ont signé et approuvé la Convention à soumettre la reconnaissance du droit à la vie privée et familiale à des formalités de police. Le principe demeure en effet que les Etats conservent le droit de contrôler l'entrée, le séjour et l'éloignement des non nationaux et que les Etats sont ainsi habilités à fixer des conditions à cet effet. L'article 8 de la CEDH ne s'oppose pas à ce que les Etats fixent des conditions pour l'entrée des étrangers sur leur territoire. L'exigence imposée par l'article 9bis, de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande auprès du poste diplomatique belge dans le pays d'origine, constitue une ingérence proportionnée dans la vie familiale de l'étranger puisqu'elle ne lui impose qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Par ailleurs, en ce qui concerne la proportionnalité, si rigoureuses que puissent paraître les conséquences d'une séparation prématurée pour celui qui aspire à un séjour, elles ne sauraient être jugées disproportionnées au but poursuivi par le législateur lorsque la personne intéressée a tissé ses relations en situation irrégulière, de telle sorte qu'elle ne pouvait ignorer la précarité qui en découlait* » (C.E., arrêt n° 161.567 du 31 juillet 2006 ; dans le même sens : C.C.E., arrêt n° 12.168 du 30 mai 2008).

La Cour d'arbitrage a également considéré, dans son arrêt n° 46/2006 du 22 mars 2006, qu'« *En imposant à un étranger non C.E. admis à séjourner en Belgique de retourner dans son pays d'origine pour demander l'autorisation requise, les dispositions en cause ne portent pas une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie familiale de cet étranger et ne constituent pas davantage une ingérence qui ne peut se justifier pour les motifs d'intérêt général retenus par l'article 8.2 de la [CEDH]. En effet, une telle ingérence dans la vie privée et familiale est prévue par la loi et ne peut entraîner qu'un éventuel éloignement temporaire qui n'implique pas de rupture des liens unissant les intéressés en vue d'obtenir l'autorisation requise* » (considérant B.13.3) ».

Ces jurisprudences sont totalement applicables dans le cas d'espèce, dès lors que l'exigence imposée par l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980 d'introduire en principe la demande d'autorisation de séjour auprès du poste diplomatique ou consulaire belge dans le pays de résidence ou dans le pays où l'étranger est autorisé au séjour, n'impose aux parties requérantes qu'une formalité nécessitant une séparation temporaire de son milieu belge tout en réservant la décision sur le fondement même de la demande d'être autorisé au séjour de plus de trois mois. Cette motivation suffit à démontrer que la partie défenderesse a mis en balance les intérêts de la cause en l'espèce, sachant qu'il n'est pas contesté qu'il s'agit ici d'une première admission au sens de l'article 8 de la CEDH.

3.1.7.2. En tout état de cause, quant aux éléments relatifs à leur vie privée et familiale invoqués par les parties requérantes, une simple lecture de la motivation du premier acte attaqué permet de constater que la partie défenderesse a pris en considération leur vie privée et familiale et a procédé à une mise en balance des intérêts en présence, en considérant que : *« Il n'est pas contesté que les requérants forment une famille nucléaire. Ils n'indiquent pas pour quelle raison ils ne pourraient pas retourner tous ensemble au Maroc afin d'éviter tout risque de rupture de l'unité familiale. »*

Concernant le fait que les requérants auraient des proches en Belgique, cet élément ne constitue pas une circonstance exceptionnelle. En effet, les requérants, qui sont majeurs, n'expliquent pas en quoi le fait d'avoir des proches établis en Belgique rendrait particulièrement difficile ou impossible un déplacement temporaire dans leur pays d'origine pour y lever l'autorisation de séjour requise (Arrêt du 30.07.2003 n° 121932).

Quant au lien sérieux de dépendance des requérants avec leurs proches établis en Belgique, celui-ci n'est pas démontré. Rappelons que c'est aux étrangers eux-mêmes qui revendiquent l'existence de circonstances exceptionnelles à en rapporter eux-mêmes la preuve, puisqu'ils sollicitent une dérogation, et non à l'administration à se substituer à cet égard à la partie requérante en recherchant d'éventuels arguments en leur faveur (CCE, arrêt n°258649 du 26 juillet 2021).

En tout état de cause, la séparation avec le milieu belge n'est que temporaire. Les proches des requérants peuvent également leur rendre visite. Les requérants peuvent également utiliser les moyens de communication actuels pour garder le lien qui les unit à leurs proches le temps de leur séjour au pays d'origine. L'existence de proches et de liens amicaux en Belgique ne dispense pas les requérants de l'obligation d'introduire leur demande de séjour au Maroc et ne saurait empêcher les requérants d'y retourner temporairement pour le faire. Cette obligation, en son principe même, ne constitue pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie privée et familiale ; elle n'emporte pas une rupture des relations mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable ».

Ces éléments ne sont pas utilement contestés par les parties requérantes. Le fait qu'elles résident chez leur neveu en Belgique n'est pas davantage de nature à invalider cette motivation dans la mesure où ils ne démontrent pas de lien sérieux de dépendance avec celui-ci, comme indiqué dans la motivation du premier acte attaqué.

Pour le surplus, les parties requérantes restent quant à elle en défaut d'établir *in concreto* et *in specie* le caractère déraisonnable ou disproportionné de la balance des intérêts. Elles ne peuvent davantage être suivies lorsqu'elles soutiennent que la partie défenderesse a préjugé du fond.

3.1.7.3. Quant au fait qu'il n'y a aucune garantie future quant à un retour effectif des parties requérantes sur le sol belge, le Conseil constate qu'il s'agit d'une allégation relative à l'attitude de la partie défenderesse et à sa politique de délivrance des visas qui n'est étayée par aucun argument concret et relève, dès lors, de la pure hypothèse. En outre, il n'appartient pas à la partie défenderesse de garantir la délivrance d'une quelconque autorisation de séjour *à priori* sans examen des éléments invoqués dans le futur à l'appui de la demande qui devra être introduite par les parties requérantes à partir du Maroc.

3.1.7.4. A nouveau, le Conseil rappelle que l'on se trouve dans le cadre d'une première admission en l'occurrence et qu'ainsi, la partie défenderesse n'a en réalité commis aucune ingérence dans la vie familiale et privée des parties requérantes et ne devait donc nullement justifier celle-ci par l'un des buts visés au second paragraphe de l'article 8 de la CEDH.

La violation alléguée de l'article 8 de la CEDH n'est donc pas démontrée.

3.2.1. Sur le second moyen, visant les deuxième et troisième actes attaqués, s'agissant de la violation alléguée de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil rappelle qu'aux termes de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980, *« [l]ors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné ».*

En l'espèce, le Conseil observe que contrairement à ce qui est allégué par les parties requérantes, il ressort des deuxième et troisième actes attaqués que la partie défenderesse a pris en considération l'ensemble des éléments dont elle avait connaissance au moment de la prise de cet acte et l'a motivé au regard des trois critères repris par l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980. Quant à la vie privée développée sur le territoire belge, il ne ressort pas de cette disposition qu'elle doive être prise en considération lors de la prise d'un ordre de quitter le territoire.

Plus particulièrement, sur l'intérêt supérieur de l'enfant, la partie défenderesse a considéré que *« L'intérêt supérieur d'[A.] réside avant tout dans l'unité de la famille qui n'est pas compromise par la présente décision. »*

La scolarité d'[A.] en Belgique ne fait pas obstacle à un retour temporaire au pays d'origine. En effet, [A.] n'est pas encore en âge d'obligation scolaire ; celle étant fixée à 5 ans accomplis. Notons également que les parents d'[A.] ont inscrit leur fille à l'école en sachant qu'ils se trouvaient en séjour irrégulier et sachant donc que la scolarité risquait d'être interrompue par une mesure d'éloignement en application de la Loi. Les intéressés ne font valoir aucun élément probant de nature à démontrer qu'[A.] ne pourrait poursuivre une scolarité au pays d'origine ou nécessiterait un enseignement ou des structures spécialisées qui n'existeraient pas au pays d'origine ». Les parties requérantes ne peuvent dès lors être suivies lorsqu'elles affirment qu'« En s'abstenant de répondre aux circonstances exceptionnelles relatives à la scolarité de l'enfant vis-à-vis de son intérêt supérieur, la partie adverse a violé son obligation de motivation formelle ».

La partie défenderesse n'a, dès lors, nullement méconnu ses obligations découlant de cette disposition.

3.2.2.1. Sur la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH, lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée et/ou familiale est invoqué, le Conseil examine d'abord s'il existe une vie privée et/ou familiale au sens de la CEDH, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par les actes attaqués. Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et/ou familiale, le Conseil doit se placer au moment où les actes attaqués ont été pris (cf. Cour européenne des droits de l'homme (ci-après: « Cour EDH ») 13 février 2001, Ezzoudhi/France, § 25 ; Cour EDH 31 octobre 2002, Yildiz/Autriche, § 34 ; Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 21).

L'article 8 de la CEDH ne définit pas la notion de 'vie familiale' ni la notion de 'vie privée'. Les deux notions sont des notions autonomes, qui doivent être interprétées indépendamment du droit national. En ce qui concerne l'existence d'une vie familiale, il convient tout d'abord de vérifier s'il est question d'une famille. Ensuite, il doit apparaître, dans les faits, que le lien personnel entre les membres de cette famille est suffisamment étroit (cf. Cour EDH 12 juillet 2001, K. et T./ Finlande, § 150). L'existence d'une vie familiale ou d'une vie privée, ou des deux, s'apprécie en fait.

Ensuite, le Conseil doit examiner s'il y a ingérence dans la vie familiale et/ou privée. A cet égard, il convient de vérifier si l'étranger a demandé l'admission pour la première fois ou s'il s'agit d'une décision mettant fin à un séjour acquis.

S'il s'agit d'une première admission, comme en l'espèce, la Cour EDH considère qu'il n'y a pas d'ingérence et il n'est pas procédé à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la CEDH. Dans ce cas, la Cour EDH considère néanmoins qu'il convient d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive pour permettre de maintenir et de développer la vie privée et/ou familiale (cf. Cour EDH 28 novembre 1996, Ahmut/Pays-Bas, § 63; Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 38). Cela s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. S'il ressort de cette mise en balance des intérêts que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la CEDH (cf. Cour EDH 17 octobre 1986, Rees/Royaume-Uni, § 37).

En matière d'immigration, la Cour EDH a, dans l'hypothèse susmentionnée, rappelé, à diverses occasions, que la CEDH ne garantissait, comme tel, aucun droit pour un étranger d'entrer ou de résider sur le territoire d'un Etat dont il n'est pas ressortissant (cf. Cour EDH 15 juillet 2003, Mokrani/France, § 23 ; Cour EDH 26 mars 1992, Beldjoudi/France, § 74 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43). L'article 8 de la CEDH ne peut davantage s'interpréter comme comportant, pour un Etat, l'obligation générale de respecter le choix, par des étrangers, de leur pays de résidence commune et de permettre le regroupement familial sur le territoire de ce pays (cf. Cour EDH 31 janvier 2006, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer/Pays-Bas, § 39). En vertu d'un principe de droit international bien établi, il incombe en effet à l'Etat d'assurer l'ordre public, en particulier dans l'exercice de son droit de contrôler l'entrée et le séjour des non nationaux (cf. Cour EDH 12 octobre 2006, Mubilanzila Mayeka et Kaniki Mitunga/Belgique, §81 ; Cour EDH 18 février 1991, Moustaquim/Belgique, § 43 ; Cour EDH 28 mai 1985, Abdulaziz, Cabales et Balkandali/Royaume-Uni, § 67). L'Etat est dès lors habilité à fixer des conditions à cet effet.

Compte tenu du fait que les exigences de l'article 8 de la CEDH, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique (cf. Cour EDH 5 février 2002, Conka/Belgique, § 83), d'une part, et du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 (C.E. 22 décembre 2010, n° 210.029), d'autre part, il revient à l'autorité administrative de se livrer, avant de prendre sa décision, à un examen aussi rigoureux que possible de la cause, en fonction des circonstances dont elle a ou devrait avoir connaissance.

Il ressort également de la jurisprudence de la Cour EDH que si le lien familial entre des conjoints, ainsi qu'entre parents et enfants mineurs est supposé, il n'en est pas de même dans la relation entre parents/enfant majeurs. Dans l'arrêt *Mokrani c. France* (15 juillet 2003), la Cour européenne des droits de l'homme considère que les relations entre parents et enfants majeurs « ne bénéficieront pas nécessairement

de la protection de l'article 8 de la Convention sans que soit démontrée l'existence d'éléments supplémentaires de dépendance, autres que les liens affectifs normaux ».

Lorsque la partie requérante allègue une violation de l'article 8 de la CEDH, il lui appartient en premier lieu d'établir, de manière suffisamment précise compte tenu des circonstances de la cause, l'existence de la vie privée et familiale qu'elle invoque, ainsi que la manière dont les actes attaqués y ont porté atteinte.

3.2.2.2. En l'espèce, outre qu'il ressort des actes attaqués que la partie défenderesse a pris en compte les éléments portés à sa connaissance en temps utile et y a apporté une réponse, le Conseil constate qu'en ce qui concerne la vie familiale invoquée par les parties requérantes, elle l'est avec leur enfant unique également visée par les actes attaqués, n'entraînant donc pas de séparation de l'unité familiale.

Quant à la vie familiale invoquée avec leur neveu, la partie défenderesse a considéré que « *rien ne permet de constater le lien de parenté. En tout état de cause, l'obligation de retourner dans le pays d'où l'on vient n'est, en son principe même, pas une exigence purement formelle ni disproportionnée par rapport au droit à la vie familiale. Cette obligation n'emporte pas une rupture des relations familiales, mais seulement un éventuel éloignement temporaire, ce qui en soi, n'est pas un préjudice grave et difficilement réparable (Civ Bruxelles (Réf) du 18/06/2001, n°2001/536/C du rôle des Référés). Par ailleurs, les requérants ne démontrent pas qu'ils ne pourraient entretenir leurs liens familiaux via les moyens de communication modernes le temps d'une séparation temporaire* », ce qui n'est pas contesté par les parties requérantes. Elles restent donc en défaut d'expliquer concrètement et précisément dans leur requête en quoi ces éléments démontreraient l'existence de relations privées susceptibles de justifier la protection de l'article 8 de la CEDH.

Par ailleurs, si elles invoquent des liens sociaux créés en Belgique, leur intégration et leur ancrage local, notamment en raison de la scolarité de leur fille, elles ne démontrent toutefois pas concrètement et précisément dans leur requête en quoi ces éléments justifieraient une vie privée telle que protégée par l'article 8 de la CEDH.

En tout état de cause, à supposer que la vie privée et familiale soit établie, *quod non* en l'espèce, dès lors qu'il s'agit d'une première admission, on se trouve dans une hypothèse où, selon la Cour EDH, il n'y a pas d'ingérence dans la vie privée et familiale et où il convient uniquement d'examiner si l'Etat a une obligation positive d'assurer le droit à la vie privée et familiale en Belgique. Afin de déterminer l'étendue des obligations qui découlent, pour l'Etat, de l'article 8, § 1^{er}, de la CEDH, il convient de vérifier tout d'abord si des obstacles au développement ou à la poursuite d'une vie privée et familiale normale et effective, ailleurs que sur son territoire, sont invoqués. Si de tels obstacles à mener une vie privée et familiale ailleurs qu'en Belgique ne peuvent être constatés, il n'y aura pas défaut de respect de la vie privée au sens de l'article 8 de la CEDH.

Or, en l'occurrence, les parties requérantes n'allèguent ni ne démontrent que leur vie privée et familiale devrait impérativement et exclusivement se poursuivre en Belgique et ne démontrent donc nullement qu'il y aurait une quelconque obligation positive dans le chef de l'Etat belge de permettre le maintien d'une vie privée et familiale sur le territoire belge.

Partant, la violation alléguée de l'article 8 de la CEDH n'est nullement démontrée en l'espèce.

3.3. Au vu de l'ensemble des éléments qui précèdent, les parties requérantes ne démontrent pas la violation par la partie défenderesse des dispositions qu'elles visent dans leurs moyens, de sorte que ceux-ci ne sont pas fondés.

4. Débats succincts

4.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatre février deux mille vingt-cinq par :

B. VERDICKT,

présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

A. KESTEMONT,

greffière.

La greffière,

La présidente,

A. KESTEMONT

B. VERDICKT